



FILINFO

RÉSORPTION DES CAMPEMENTS ILLICITES ET DES BIDONVILLES

n°34

Le **fil infos « campements illicites / résorption des bidonvilles »** rend compte des actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles. Il donne plus largement des informations sur l'actualité dans ce domaine. Il est adressé aux correspondants départementaux de la Dihal et à ses partenaires. Pour vous abonner, vous désabonner, ou envoyer vos contributions sur les initiatives menées dans vos territoires, écrivez-nous à l'adresse : pointcontact.campements@developpement-durable.gouv.fr



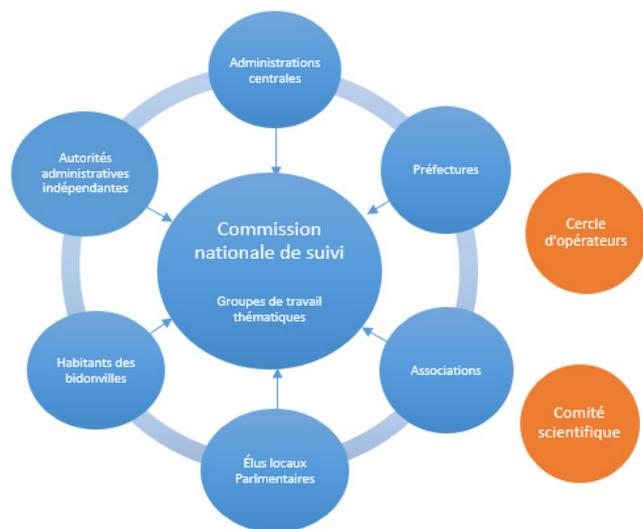
A la une

Une nouvelle circulaire sur les bidonvilles, et après ?

Zoom sur le dispositif national de suivi de résorption des bidonvilles mis en place par la DIHAL

L'instruction du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des bidonvilles fixe un nouveau cadre pour l'action des pouvoirs publics, avec **un objectif ambitieux : la réduction durable du nombre de bidonvilles et de personnes y vivant**. L'enjeu est de rassembler et de mobiliser les acteurs concernés autour de l'application de cette circulaire. C'était l'un des buts de l'atelier qui s'est tenu le 29 mars dernier à l'Assemblée nationale (cf. encadré page 2). L'enjeu est également de renforcer l'appui aux territoires et de consolider le suivi de l'avancement des actions de terrain. Aux termes de cette instruction, la DIHAL, sur la base des travaux qu'elle a déjà engagés, est chargée de ce suivi. Dans cette perspective, elle va mettre en place **un dispositif national de suivi** qui s'articule autour de 3 axes :

1. - **des instances renouvelées de pilotage, de concertation et d'échange de pratiques** : le DIHAL installera d'ici l'été une **commission nationale de suivi de la résorption des bidonvilles**, composée d'une quarantaine de personnes représentantes des administrations centrales, des préfetures, d'élus locaux et nationaux, d'associations, d'autorités administratives indépendantes et d'habitants des bidonvilles. Elle sera chargée de suivre l'avancement des stratégies territoriales, de mesurer les progrès



vers l'objectif de résorption et de proposer des recommandations pour l'action. Elle se réunira 3 à 4 fois par an. Cette commission décidera de la création de **groupes de travail thématiques** afin de suivre de manière régulière une dimension spécifique de la politique de résorption (par exemple **la mobilisation des fonds européens, la scolarisation, l'emploi, l'accompagnement sur les**

Suite page 2

Suite de la page 1

sites et la sanitation, la lutte contre les discriminations, la coopération transnationale, etc.) ou

d'éclairer de manière ponctuelle un sujet (par exemple, la question des unions précoces) afin de produire des recommandations techniques.

La DIHAL réunira également régulièrement **un cercle d'opérateurs** qui permettra les échanges de pratiques, la capitalisation et la construction de modèles d'accompagnement. Enfin, un **comité scientifique** composé d'une dizaine de chercheurs et d'experts se consacrera à l'observation et l'évaluation des actions existantes.

2. - un outil renforcé de suivi et d'évaluation des actions de résorption : le suivi des actions soutenues par

la DIHAL grâce à **l'enveloppe annuelle de 3 millions d'euros** sera consolidé. La DIHAL a confié à cette fin en mars dernier une mission à Eliette de Lamartinie,

ingénieure-élève des ponts, des eaux et forêts, qui rendra ses travaux fin juin.

3. - une cellule de ressources et d'appui aux territoires : le pôle « résorption des bidonvilles » de la DIHAL est renforcé avec l'arrivée d'une cheffe de projet, Sophie Jacquemont, notamment chargée de mettre en place et piloter une cellule de ressources et d'appui aux territoires qui **répondra aux demandes techniques des acteurs,**

mettra à leur disposition une **banque de données disponible sur extranet**, et proposera des **modules de sensibilisation et de formation**. L'appui aux territoires et le suivi se traduiront également par des **visites régulières sur le terrain.**

Atelier du 29 mars : "Résorption des bidonvilles : pourquoi agir ?"



Le 29 mars dernier se tenait le 61^{ème} atelier de la DIHAL en partenariat avec UNICEF France à l'Assemblée nationale sur le thème « Résorption des bidonvilles : pourquoi agir ? ». Le prochain numéro du Fil Info reviendra en détail sur cet événement qui a rassemblé plus de 200 personnes, opérateurs, élus, représentants de l'Etat. Plusieurs personnes ayant vécu en bidonville et venant de Toulouse, Lyon, Strasbourg, ainsi qu'Amadora Linguarar sont intervenues. Vous pouvez d'ores et déjà retrouver les moments forts de l'évènement sur Twitter, sur le compte de la DIHAL et d'Unicef France ou depuis #BidonvillesPourquoiAgir.



Dans les territoires

L'insertion réussie de familles grâce à un accompagnement social à Triel-sur-Seine

L'association SOLIHA a été missionnée fin 2013 par l'Etat et la Direction départementale de la cohésion sociale des Yvelines pour mettre en oeuvre une MOUS d'insertion, axée sur l'accompagnement social global et individualisé (accès aux droits, la prise en charge scolaire, le parcours de soins, l'accès à l'emploi). Depuis 2015, la mobilisation autour de l'accès à l'emploi s'est accentuée notamment via un partenariat avec DEFI services, association intermédiaire conventionnée par l'Etat en tant qu'entreprise solidaire. SOLIHA a également accompagné des jeunes

vers la mission locale pour approfondir leur connaissance de la langue française et du marché de l'emploi. **Pour les familles connues depuis 2013, au total 45 des 51 personnes identifiées comme pouvant accéder à un emploi ont atteint cet objectif entre 2015 et 2016.** Cette démarche leur garantit à la fois l'ouverture d'un dossier à la Caisse d'allocations familiales et d'une couverture médicale et constitue un vecteur important pour obtenir plus d'autonomie concernant les démarches administratives, l'approche et un comportement adapté dans l'univers professionnel.

La troisième session de formation linguistique pour les demandeurs d'emploi vivant dans les bidonvilles en Île-de-France: les suites des deux premiers succès

A la suite du bilan globalement positif (plus de 50% de sorties vers l'emploi) de la deuxième session de formation achevée fin décembre, la préfecture de région, la DIHAL, l'OPCA Uniformation et la Mairie de Paris ont décidé de reconduire et d'amplifier le dispositif de préparation opérationnelle à l'emploi (POEC) en faveur des occupants des campements illicites d'Ile de France. Après une phase de sélection des candi-

datures par les associations partenaires, six sessions de formation, chacune composée de 15 personnes vont démarrer dès le mois d'avril dans les centres de formation de l'AFPA (Paris, Stains) et ASTROLABE (Fontenay-sous-Bois). **Deux sessions ont été spécialement conçues pour le public analphabète afin de répondre plus efficacement aux problématiques des personnes qui vivent dans les bidonvilles.**



Actus Dihal

Dialogue avec les territoires dans le cadre de la répartition des crédits 2018 de l'enveloppe nationale dédiée à la résorption des bidonvilles

Depuis 2013, une enveloppe nationale annuelle de crédits est consacrée spécifiquement au soutien à des actions territoriales de résorption des bidonvilles et d'accompagnement de leurs habitants vers l'insertion. Le gouvernement a décidé de reconduire cette enveloppe de 3 millions d'euros pour l'année 2018 en appui à la mise en oeuvre de la nouvelle instruction du 25 janvier 2018. **Une note du DIHAL a été adressée début mars à l'ensemble des préfets les invitant à faire remonter leur demande de crédits avant le 13 avril. S'agissant des territoires ayant reçu des crédits en 2017 le suivi des actions soutenues est réalisé dans le cadre d'échanges par visioconférence.** Les demandes de financement seront étudiées dès la mi-avril et les territoires se verront notifiés les crédits qui leur seront accordés au début du mois de



Visioconférence avec la Haute-Garonne le 6 avril 2018

mai. **Ces crédits ne représentent qu'une partie de la totalité des financements de ces actions** (d'autres financements peuvent provenir de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union européenne ou du secteur privé). Ils ont vocation à jouer un **rôle de levier** pour mobiliser d'autres financements et de catalyseur pour engager des partenariats locaux.

Renforcement du pôle "résorption des bidonvilles"

L'équipe du pôle « résorption des bidonvilles » de la DIHAL se renforce avec **l'arrivée d'une cheffe de projet, Sophie Jacquemont**, qui rejoint Rym Khedjari et Walid Rahmouni ainsi que Béatrice Dupoux, conseillère éducation et droits de l'enfant et Manuel Demougeot, directeur de pôle et directeur du cabinet du DIHAL.

Alexandre Viscontini, conseiller emploi, continue d'intervenir sur les questions d'insertion professionnelle, et **jusqu'en juin Eliette de Lamartinie de l'Ecole des Ponts et Chaussées** est en charge d'élaborer un outil de suivi et d'évaluation renforcé des actions de résorption.



Europe/International

Un appel à projets de la Commission européenne pour améliorer l'inclusion et la participation de ses citoyens mobiles

L'Union européenne a ouvert jusqu'au 26 avril 2018 un appel à projets pour améliorer l'inclusion des citoyens mobiles et leur insertion politique et sociale. L'objectif est de soutenir et de renforcer les efforts déployés par les États membres pour relever les défis liés à la mobilité intra-européenne et à l'exercice effectif de la libre circulation des citoyens et des membres de leurs familles. Les projets visant au développement, échanges et diffusion des

bonnes pratiques à différents niveaux de gouvernance (nationales, régionales, locales) autant que celles portées par des organisations de la société civile et l'ensemble de ceux soutenant directement la participation des citoyens mobiles de l'Union européenne à la vie civique et politique de leur société d'accueil par des informations et des conseils sont susceptibles de faire l'objet d'un cofinancement européen. Lien vers l'appel à projets [ici](#)

Réunion des points de contact nationaux à Bruxelles

Les 15 et 16 mars se sont réunis à Bruxelles les points de contact nationaux de la Commission européenne pour les stratégies nationales d'intégration des Roms. La première journée a été consacrée à une discussion sur le bilan du cadre européen et les perspectives post 2020 en présence de représentants de la société civile. Les points de contact se sont réunis le lendemain pour aborder notamment



Bruxelles, le 16 mars 2018

les outils de suivi des différentes stratégies nationales mis en place par la Commission européenne. **La DIHAL a rappelé qu'une des principales problématiques en jeu était celle de la mobilité des citoyens européens pauvres au sein de l'Union. Elle a défendu le principe de subsidiarité** pour le suivi des stratégies nationales afin de l'adapter à l'hétérogénéité des configurations entre les différents Etats membres.



Partenariats/Réseaux

Réunion de préparation de la deuxième phase de l'étude « Du bidonville à la ville » réalisée par Trajectoires

En novembre 2015, la DIHAL et la Fondation Abbé Pierre ont soutenu la conduite d'une étude, "Du bidonville à la ville" réalisée par l'association Trajectoires, sur les parcours d'insertion de 50 personnes migrantes ayant vécu en bidonvilles, répartis dans 7 régions en France. Trois ans après, la DIHAL et la FAP ont souhaité donner suite à cette recherche afin d'actualiser les informations sur les situations de ces personnes et de mettre en exergue le regard qu'elles portent sur leurs parcours. Une première phase de cette nouvelle étude consistait à retrouver les personnes et reprendre contact avec elles en vue de définir le dimensionnement et les axes de travail. Une rencontre a eu lieu le 20 mars avec Oli-

vier Peyroux, Alexandre Le Clève et Evangeline Masson-Diez de l'association Trajectoires ainsi que Florian Huyghe à la Fondation Abbé Pierre pour faire le point sur cette première phase. **Il en ressort que 38 personnes sur les 50 de l'étude précédente ont pu être retrouvées et ont fait l'objet d'un entretien.** Trois volets ont été retenus pour la suite de l'étude: le statut administratif, la citoyenneté (prenant en compte la scolarisation des enfants, l'accès à l'emploi et la participation associative et bénévole) et les stratégies identitaires et le rapport à la communauté et au milieu d'origine.

Lien vers l'étude Trajectoires [ici](#)

Partenariat avec l'Université Harvard et la Fondation FXB

L'Université Harvard en partenariat avec la Fondation FXB placera cette année encore des stagiaires en France, en lien avec la DIHAL. **Quatre stagiaires seront accueillis cet été, avec deux nouveautés** : l'un d'entre eux sera **en lien avec le pôle accueil des migrants et des réfugiés de la DIHAL**, et **les trois autres stagiaires seront basés dans des territoires** où sont conduites des actions de résorption des bidonvilles.

Trois axes de recherche ont été ainsi définis avec les métropoles de **Nantes, Grenoble et Toulouse** pour mesurer l'impact de l'Instruction du 25 janvier 2018 dans les territoires, respectivement : *l'empowerment* et la place des femmes ; les parcours d'insertion et le dispositif « Logement d'abord » ; l'accès à la santé.

Lien vers le site de la Fondation FXB [ici](#)



Sans commentaires... et sous toutes réserves Revue des sujets relayés sur internet et dans la presse

Dans le Figaro, le portrait du jeune Slavi, 12 ans, passé du bidonville à l'hôtel social en Seine-Saint-Denis
Cliquer [ici](#)

Grand reportage RFI sur les bidonvilles de Nantes
Cliquer [ici](#)

L'insertion par le service civique en Île-de-France pour Denja et Jozsef dans Neon Mag
Cliquer [ici](#)

L'émission de radio des volontaires Romcivic avec les Enfants du Canal
Cliquer [ici](#)

Une étude sur la perception des habitants des bidonvilles par les Montpelliérains

L'association AREA a mené en 2017, en partenariat avec le laboratoire d'études et de recherche en sociologie et en ethnologie de l'université Paul Valéry (LERSEM) et le soutien de la Fondation Abbé Pierre la première étude réalisée en France sur la perception des habitants des bidonvilles par les Montpelliérains. Contrairement à une idée reçue, il en ressort que 72% des Montpelliérains et Montpelliéraines pensent qu'il est possible d'intégrer les habitants des bidonvilles dans l'agglomération et 90% rejettent l'expulsion comme solution.
Lien vers l'étude [ici](#)

